

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

---

**AVENANT N° 117 DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2017**  
**RELATIF AU CHAMP GÉOGRAPHIQUE**  
**(LA RÉUNION)**

NOR : *ASET1750829M*  
IDCC : 843

Entre  
CNBPF

D'une part, et  
FGTA FO  
CSFV CFTC  
FNAA CFE-CGC  
FGA CFDT  
FNAF CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 117 à la convention collective nationale du 19 mars 1976, ci-après désignée « convention collective ».

**PRÉAMBULE**

Cet avenant a pour objet d'étendre le champ d'application géographique de la convention collective nationale aux entreprises de l'île de La Réunion, conformément à la volonté des partenaires sociaux de cette île exprimée dans un courrier du 14 février 2017 et qui prévoit un calendrier progressif d'entrée en vigueur pour ces entreprises.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale sont annulées et remplacées par :

« Sont soumises à la présente convention collective les entreprises de métropole et de l'île de La Réunion dont l'activité principale consiste à fabriquer et vendre, essentiellement au consommateur final, du pain, de la viennoiserie et de la pâtisserie ».

## Article 2

Conformément aux souhaits des organisations syndicales et de l'organisation patronale, signataires de la lettre paritaire du 14 février 2017, l'ensemble des termes de la convention collective nationale seront applicables par les entreprises de l'île de La Réunion, qui entrent dans le champ d'application de la convention collective nationale, le lendemain du jour de la parution au *Journal officiel* de la république française de l'arrêté d'extension du présent avenant, et au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2018, à l'exception des dispositions suivantes :

- article 23, travail de nuit : date d'application plus 6 mois ;
- article 28, travail du dimanche : date d'application plus 12 mois ;
- article 35, retraite complémentaire : date d'application plus 12 mois ;
- article 24, frais professionnels : date d'application plus 24 mois.

## Article 3

### *Durée. – Dépôt et extension*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 2017.

(Suivent les signatures.)